

# Fondements



## Aux origines des flous sémantiques du développement durable :

une lecture critique de la *Stratégie mondiale de la conservation de la nature*

DENIS CHARTIER

L'histoire de l'émergence du concept de développement durable et de certains de ses corollaires est aujourd'hui connue<sup>[1]</sup>. On sait en particulier que le « *courant principal du développement durable*<sup>[2]</sup> » a été formulé dans les années 1970, avant d'être clairement élaboré et codifié dans une série de documents publiés entre 1980 et 1991. Le premier de ses documents, qui donnera le ton aux suivants, est la *Stratégie mondiale de la conservation de la nature*<sup>[3]</sup>. Ce texte, édité conjointement par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'Union mondiale pour la nature (UICN) et le Fond mondial pour la nature (WWF), va en effet poser les bases des principaux concepts utilisés pour construire les politiques environnementales contemporaines. Il est donc d'une importance primordiale, surtout à une époque où la nécessité de discuter la signification et l'opérationnalité de plusieurs concepts se fait sentir, en particulier à cause de l'inefficacité de certaines politiques environnementales qui les mobilisent. Revenir aux textes fondateurs peut apporter beaucoup pour décrypter ces politiques et finalement s'interroger sur les multiples sens, les réalités, les contradictions et les difficultés de mise en œuvre dans l'espace et dans le temps, des concepts clefs des politiques environnementales contemporaines<sup>[4]</sup>. C'est ce que nous nous proposons de réaliser en opérant une lecture critique et contextuelle de la *Stratégie mondiale de la conservation de la nature*.

L'un de nos objectifs consistant à mieux décrypter les premières tentatives de codification du concept de développement durable, ainsi que certaines politiques proposées visant à sa mise en application, nous avons choisi de mener cette analyse en nous attachant plus spécifiquement sur le WWF. Cette organisation est en effet le signataire le plus

Denis Chartier est géographe.

[1] On peut lire à ce sujet l'ouvrage de Bill Adams, *Green Development*, Routledge, Londres, 2002, ou l'article de Franck-Dominique Vivien, « Histoire d'un mot, histoire d'une idée: le développement durable à l'épreuve du temps », in Marcel Jollivet (dir.), *Le Développement durable, de l'utopie au concept*, Elsevier, Paris, 2001, p. 19-60.

[2] Bill Adams, *op. cit.*, p. 55.

[3] PNUE, UICN et WWF, *Stratégie mondiale de la conservation. La conservation des ressources vivantes au service du développement durable*, UICN-PNUE-WWF, Gland, 1980. Les autres documents sont le rapport Brundtland (CMED, *Notre avenir à tous*, Le Fleuve, Montréal, 1989) et ce que l'on peut considérer comme le texte d'actualisation de la *Stratégie* (UICN, PNUE et WWF, *Sauver la planète : stratégie pour l'avenir de la vie*, UICN-PNUE-WWF, Gland, 1999).

[4] Jean-Yves Martin, *Développement durable. Doctrines, pratiques et évaluations*, IRD éditions, Paris, 2002, p. 46.

engagé dans des actions de terrains, actions dont la mise en perspective avec le texte dit beaucoup sur les sens à donner aux concepts qu'il porte. Nous avons aussi choisi de commencer par un bref rappel du contexte d'émergence de ce document, élément essentiel pour mieux comprendre la nature des concepts mobilisés.

### Le deuxième temps de la conservation, un prélude à la Stratégie

L'une des caractéristiques essentielles de la *Stratégie* est qu'elle a été formulée par des organisations conservacionnistes créées<sup>[5]</sup>, en partie, pour répondre à la mise en place de nouveaux rapports de force géopolitique entre anciennes puissances coloniales et nouveaux pays du tiers-monde<sup>[6]</sup>. Tout en portant un discours utilitariste, symbole d'une réorientation de la justification des politiques conservacionnistes grâce à une valorisation des bénéfices économiques de ces activités, l'UICN et le WWF ont été clairement dépositaires, au moins jusqu'à la fin des années 1970, d'un deuxième temps de la conservation où l'espace naturel protégé était, aux yeux des professionnels, « *un îlot à mettre hors de portée des dynamiques anthropiques qui restaient assimilées à des menaces pour l'écosystème*<sup>[7]</sup> ».

Les actions menées par le WWF dans les années 1960 et 1970 illustrent parfaitement cette posture et ont été très bien résumées par le vice-président du WWF lors du dixième anniversaire de la création de l'organisation non gouvernementale (ONG). « *Dès le début, le World Wildlife Fund avait inscrit dans ses buts l'ensemble des problèmes de protection de la nature et de ce que l'on appelle aujourd'hui environnement. Mais, au cours de sa première décennie, il s'est essentiellement occupé des espèces et des milieux naturels menacés. [...] Nous devons élargir notre action. Toutefois, en ce qui concerne les projets [...] nous devons rester prudents et ne pas disperser nos moyens. Nous devons maintenir et développer le programme de sauvegarde des espèces et des milieux menacés, une cause dans laquelle nous sommes irremplaçables et déjà les premiers*<sup>[8]</sup> ». Le WWF s'est en effet consacré quasi exclusivement, et au moins durant ses deux premières décennies, à la protection des espèces (et plus spécifiquement à la grande faune) ainsi qu'à la gestion ou la mise en place d'aires protégées, éléments confirmés par l'affichage des 2172 projets que nous avons répertoriés pour la période 1961 et 1980<sup>[9]</sup>. Entre 1961 et 1967, 39 % des projets du WWF seront directement consacrés aux aires protégées

[5] L'UICN a été créée en 1948 et le WWF en 1961.

[6] On peut lire à ce sujet Estienne Rodary et Christian Castellanet, « Les trois temps de la conservation », in Estienne Rodary, Christian Castellanet et Georges Rossi (dir.), *Conservation de la nature et développement*, GREP/Karthala, Paris, 2003, p. 5-44.

[7] *Ibid.*, p. 24.

[8] Luc Hoffmann, « Une stratégie pour l'avenir », in Peter Jackson (dir.), *World Wildlife Fund Yearbook 1971-1972*, WWF, Morges, 1972, p. 260-261.

[9] Jusqu'au milieu des années 1980, le WWF a publié des rapports annuels répertoriant ses projets de terrains en mentionnant le champ et les modes d'action utilisés, ainsi que les budgets alloués à chaque projet et son lieu de réalisation. Nous les avons réunis sous une base de données compilant 3438 projets allant de 1961 à 1986. Toutes les réflexions qui suivent sont issues du traitement de cette base. (Denis Chartier, *Le rôle de Greenpeace et du WWF dans la résolution des problèmes environnementaux*, Thèse de doctorat, Université d'Orléans, Orléans, 2002).

et 45% à la protection d'espèces précisément identifiées. De 1968 à 1973, les proportions seront respectivement de 25% et 52% pour passer à 20% et 47% entre 1974 et 1980, la légère baisse au milieu des années 1970 étant liée au fait que l'organisation va afficher nombre de ses projets nationaux mais surtout multirégionaux et internationaux sous le label plus général de conservation, label cachant dans la plupart des cas les champs d'action précités.

Pour mener à bien ces différents projets, le WWF va adopter les types d'action de terrain suggérés et résumés au début des années 1960 par Julian Huxley, l'un des fondateurs de l'organisation : « *achat de terres pour la création de parcs nationaux ou de refuges, éducation de l'opinion locale, enquêtes sur les zones menacées, formation professionnelle de gardes pour les réserves, achat de matériel, amélioration du logement, lutte contre le braconnage*<sup>[10]</sup> ». Ces différents modes d'action s'appliqueront au Nord comme au Sud, même si certains d'entre eux, comme la formation de gardes pour les réserves ou la lutte contre le braconnage, seront plutôt destinés aux pays en voie de développement.

La caractéristique principale des projets du WWF menés dans les pays du Sud reste cependant la séparation entre les programmes de conservation et les politiques de développement économiques et sociales, ainsi que la défiance affichée envers les pratiques des populations locales. Il est en effet très clair que les pratiques conservationnistes appliquées par le WWF durant ses premières années d'existence n'avaient pas pour but le développement des populations, la quasi-totalité des résumés de projets n'abordant ni le développement économique, ni le développement social et ne prenant que très rarement en compte les usages locaux de la nature ou les différents modes d'utilisations des milieux (exception faite de la chasse<sup>[11]</sup>). La lecture des différents comptes-rendus de projets menés par le WWF laisse en effet transparaître une vision de la conservation évolutionniste et positiviste résolument excluante pour les populations locales. L'un des premiers projets mis en place par le WWF concernait par exemple la réserve de chasse Maasai Mara au Kenya, dans lequel les administrations ont fait porter la responsabilité des destructions environnementales aux pratiques traditionnelles des populations locales<sup>[12]</sup>, suivant en cela une longue tradition (moderne, celle-là) de dénégation des pratiques indigènes comme élément de légitimation du contrôle des ressources naturelles par une élite occidentale<sup>[13]</sup>. Il fallait donc protéger les espaces naturels et éduquer les populations locales à la conservation telle qu'elle était envisagée par les autorités. De nombreux projets vont être réalisés selon ces modalités en Afrique, mais aussi en Asie et en Amérique du

[10] Julian Huxley, *La Protection de la grande faune et des habitats naturels en Afrique centrale et orientale*, Unesco, Paris, 1961, p. 104.

[11] Certains résumés mentionnent ces usages, mais pour déplorer le fait qu'ils aient été abandonnés par les populations à cause de phénomènes d'acculturation : « *la plupart des chasses sont faites par les indigènes qui ont une longue tradition de chasseurs. Cette tradition a été sapée par l'acculturation des indigènes par des modèles de vie chinois qui leur offrent de plus grands avantages* » (Peter Jackson (dir.), *World Wildlife Fund Yearbook 1973-1974*, WWF, Morges, 1974, p. 196, projet n° 613).

[12] Peter Scott (dir.), *The Launching of the New Ark*, WWF, Londres, 1965, p. 75.

[13] John MacKenzie, *The Empire of Nature. Hunting, Conservation and British Imperialism*, Manchester University Press, Manchester, 1988.

Sud. Dans l'un des comptes-rendus du projet péruvien d'aménagement du parc national Manu, on déplore ainsi que 200 ou 300 Indiens de la tribu Machiguenga «*chassent dans la réserve, apparemment sans aucun contact avec le monde extérieur*<sup>[14]</sup> ». Les auteurs n'interrogent absolument pas la nature des pratiques de ces populations et se félicitent des mesures prises par le gouvernement péruvien pour interrompre ces chasses, sur les conseils et avec le soutien financier du WWF. On va ainsi accorder des aides substantielles, d'une part pour équiper des gardes dans leur lutte antibraconnage visant souvent les Indiens, d'autre part pour mettre en place des infrastructures pour accueillir les premiers touristes. Ce projet, qui n'est qu'une illustration parmi d'autres des interventions du WWF dans les pays du Sud, montre à quel point les actions de cette ONG étaient centralisées, entièrement détachées des perspectives de développement des populations autochtones et pensées de manière à ce que l'espace naturel soit une enclave à isoler des menaces anthropiques (du moins quand celles-ci ne répondent pas aux critères «modernes» de mise en valeur de la nature).

Durant les années 1970, certains comptes-rendus de projets laissent cependant entrevoir une évolution, au sein du WWF, de ses pratiques conservationnistes. Quelques projets isolés vont s'intéresser à l'impact du tourisme sur la faune sauvage, ce mode de valorisation économique semblant par exemple poser problèmes dans des zones humides françaises ou aux Galapagos<sup>[15]</sup>. On va aussi voir apparaître de façon plus surprenante à la fin des années 1970 un vocabulaire nouveau, comme «*écodéveloppement durable*<sup>[16]</sup> ». On assistera aussi à l'émergence de projets pilotes où développement et conservation seront clairement associés: «*La province indonésienne d'Irian Jaya offre une unique opportunité de créer dans le monde un modèle moderne de conservation comme alternative aux schémas de développement des terres*<sup>[17]</sup> ». Ces éléments marquent en fait une ouverture au développement et à la participation des populations locales, ainsi qu'une rupture avec des visions unilinéaires de l'évolution humaine qui surdéterminaient quelque peu les politiques de protection de la nature mise en place à l'époque dans les pays du Sud. Il matérialise aussi les travaux menés au sein du «*groupe pour la conservation des écosystèmes*», créé en 1975, qui accouchera de la *Stratégie* après plusieurs années de labeurs visant à mieux considérer les problèmes de développement économique dans les politiques environnementales<sup>[18]</sup>.

[14] Peter Jackson (dir.), *World Wildlife Fund Yearbook 1974-1975*, WWF, Morges, 1975, p.253.

[15] Certains résumés de projets font en effet état d'une prise en considération des impacts écologiques du tourisme (Peter Jackson (dir.), *World Wildlife Fund Yearbook 1970-1971*, WWF, Morges, 1971, p. 113; Peter Jackson (dir.), *World Wildlife Fund Yearbook 1976-1977*, WWF, Morges, 1978, p. 171).

[16] WWF Public Affairs Department, *World Wildlife Fund Yearbook 1978-1979*, WWF, Morges, 1980, p.181.

[17] WWF Public Affairs Department, *World Wildlife Fund Yearbook 1977-1978*, WWF, Morges, 1979, p. 86.

[18] Bill Adams, *op. cit.*, p.59.

## Vers une nouvelle stratégie mondiale de la conservation de la nature

Dans les années 1970, le mouvement conservacionniste en général et le WWF en particulier commençait en fait à pâtir d'un défaut d'image relatif aux impacts de certaines actions, les modèles conservacionnistes utilisés n'ayant pas fondamentalement réglé les problèmes que le secteur s'attachait à résoudre depuis de nombreuses décennies. Le tourisme écologique, sur lequel beaucoup de programmes s'appuyaient, était par exemple de plus en plus critiqué, en particulier parce que les bénéfices rapportés par cette nouvelle industrie n'étaient pas suffisants pour légitimer l'impact humain et écologique provoqué par ce secteur d'activité. La nécessité d'articuler logique économique et dynamiques écologiques se faisait donc de plus en plus sentir, et pas uniquement dans le monde conservacionniste. Dans un contexte de changements paradigmatiques au sein de l'écologie scientifique et d'émergence de nouveaux mouvements environnementaux<sup>[19]</sup>, les questions d'environnement émergeaient au premier plan des préoccupations politiques des gouvernements et des relations internationales. Les organisations internationales gouvernementales et la communauté scientifique s'accordaient en effet sur la nécessité de prendre en compte les aspects politiques, sociologiques et économiques des questions environnementales, principalement pour éviter que ces dernières n'affectent les processus de développement économique des pays du Sud<sup>[20]</sup>. Dans ce contexte, certaines initiatives vont donc voir le jour pour recentrer les politiques de conservation vers des objectifs de développement. La *Stratégie mondiale de la conservation* en sera l'une des illustrations les plus flagrantes.

S'inscrivant dans le prolongement du concept de réserve de la biosphère lancé en 1974 par l'Unesco<sup>[21]</sup>, et à destination de trois principaux groupes d'utilisateurs composés des pouvoirs publics, des conservacionnistes et des praticiens du développement (y compris les organismes d'aide, l'industrie, le commerce et les syndicats), la stratégie aura pour objectifs de démontrer « *que la conservation améliore les perspectives de développement durable et propose des moyens d'intégrer la conservation au développement [tout en cherchant] à déterminer les domaines où les intérêts de la conservation et ceux du développement peuvent coïncider et où une étroite association des deux processus serait particulièrement avantageuse*<sup>[22]</sup> ». Il s'agissait donc officiellement d'intégrer la conservation au développement « *pour que les modifications apportées à la planète garantissent véritablement la*

[19] Pour plus de détails sur ces changements paradigmatiques dans la science écologique et le rapprochement entre développement et conservation, qui vont donner lieu, entre autre, à l'émergence du concept de gestion intégrée, voir : Estienne Rodary *et al.*, *op. cit.*

[20] Philippe Le Prestre, *Écopolitique internationale*, Guérin Universitaire, Montréal, 1997, p. 163.

[21] L'Unesco développera en effet, dans le cadre du programme MAB (*Man and the Biosphere*), le concept de réserves de la biosphère visant à relier les besoins de conservation, les impératifs de développement économiques et sociaux et une fonction logistique de coopération internationale. Le MAB, en partie extérieur au monde de la conservation, sera du coup plus novateur que la plupart des grandes organisations du secteur (Unesco, *The Statutory Framework of the World Network of Biosphere Reserves, Man and Biosphere Programme*, Unesco, Paris, 1998).

[22] PNUE, UICN et WWF, *op. cit.*, p. V.

*survie et la prospérité de l'humanité*<sup>[23]</sup> ». Il s'agissait aussi, plus officiellement, de permettre aux professionnels de la nature de trouver une nouvelle légitimité internationale tout en pérennisant les objectifs conservacionnistes dans un cadre développementaliste<sup>[24]</sup>. Ce texte va donc poser les bases d'un nouveau discours et de nouvelles pratiques défendues par les ONG signataires, discours et pratiques qui contrairement à la rhétorique du texte, auront du mal à se départir de certains principes conservacionnistes. C'est ce que montre l'analyse de l'une des propositions les plus novatrices de mise en application de ce développement durable, à savoir la participation des populations locales dans les politiques environnementales.

### La participation des populations locales et la reconnaissance de leurs pratiques

Tout en invoquant des modes d'action et des orientations plus anciennes, la *Stratégie* consacre l'émergence de la notion de participation locale dans les politiques conservacionnistes et environnementales menées par des ONG telles que le WWF. Il sera aussi l'outil majeur du repositionnement de ce type d'organisation vis-à-vis de la notion de développement<sup>[25]</sup>. « *La participation des communautés locales, notamment par la consultation, la planification, la prise de décisions et la gestion, est un moyen précieux de tester et d'associer les objectifs économiques, sociaux et écologiques. Elle est en outre un moyen d'éviter les décisions inconsidérées et constitue un instrument éducatif qui permet de faire comprendre au public l'importance de la conservation et les problèmes qui se posent, et aux planificateurs et dirigeants, les préoccupations de l'opinion. La participation crée la confiance et fait mieux comprendre les objectifs de gestion. [...] La participation est particulièrement importante dans le développement rural, car sans la participation active des populations rurales, [...] les réalisations restent limitées*<sup>[26]</sup> ». Le changement fondamental pour le WWF survient donc de la volonté d'inclure dans ses politiques les populations directement touchées par les programmes de conservation afin de les intéresser à la conservation sur son versant politique et économique. Après avoir mené des politiques dépossédant les populations locales des bénéfices de la gestion de la nature, il fut envisagé qu'elles puissent se les réapproprier.

[23] *Ibid.*, section 1.

[24] Estienne Rodary *et al.*, *op. cit.*

[25] *Ibid.*

[26] PNUE, UICN et WWF, *op. cit.*, section 13.

Cette reconsidération des populations locales s'affirme encore dans la suite de la *Stratégie* où l'idée selon laquelle il est important de prendre en compte et de valoriser les pratiques des populations autochtones apparaît. Le changement discursif est donc très important par rapport aux pratiques évoquées précédemment: « *les communautés rurales ont souvent une connaissance approfondie des écosystèmes et des espèces avec lesquels elles sont en contact et savent comment les utiliser de manière qu'ils aient une productivité durable. Même lorsqu'il apparaît qu'une communauté dont la population augmente détruit une partie de son environnement, il ne faut pas en déduire qu'elle a perdu la connaissance qu'elle avait de cet environnement, ni que toutes les règles d'utilisation du milieu qui étaient traditionnellement les siennes sont devenues caduques. L'on a tendance à se satisfaire de telles suppositions, ce qui a pour résultat qu'une société de subsistance qui pourrait fort bien s'épanouir en harmonie avec son milieu naturel sera au contraire plus facilement transformée en société appauvrie à base monétaire, hostile à toute réglementation de l'utilisation de l'environnement, et risquant d'en aggraver la dégradation*<sup>[27]</sup> ». Ces considérations laissent entrevoir une orientation radicalement nouvelle pour une ONG telle que le WWF. Avec ce texte, l'organisation semble adhérer à des théories allant jusqu'à remettre en cause ses propres préceptes philosophiques positivistes et évolutionnistes. En reconnaissant qu'une société de subsistance pouvait être transformée par le développement en « *société appauvrie à base monétaire* », les auteurs n'étaient en effet pas loin des thèses de Marshall Sahlins montrant que l'économie de chasse et de cueillette était la première et la seule société d'abondance ayant jamais existé sur terre, la pauvreté étant de son côté « *une invention de la civilisation*<sup>[28]</sup> ».

L'adhésion du WWF et de l'UICN à ces concepts, qui marquent une rupture de style discursive assez radicale, ne doit cependant pas empêcher une certaine prudence analytique, surtout lorsque l'on observe en parallèle l'évolution des pratiques de terrain du WWF. En effet, si la *Stratégie* affichait une légitimation des « *connaissances traditionnelles* » en considérant que ces méthodes d'aménagement des ressources pouvaient « *être réutilisées dans leur forme originale*<sup>[29]</sup> », il était aussi fortement envisagé de les « *améliorer* » pour augmenter leur efficacité et pour que « *le développement rural atteigne son but*<sup>[30]</sup> », qui n'était pas nécessairement celui des populations locales. Le respect des pratiques traditionnelles avait donc certaines limites, imposées par les définitions qu'avait le WWF ou l'UICN de la conservation et du développement. De la même manière, le concept de participation ne remettait absolument pas en cause les principes conservacionnistes

[27] *Ibid.*, section 14.

[28] Marshall Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance*, Gallimard, Paris, 1976, p. 80.

[29] PNUE, UICN & WWF, *op. cit.*, section 14.

[30] *Ibid.*

édictees par le WWF, puisqu'il s'agissait de «faire participer» les populations selon des préceptes extérieurs énoncés au sein d'organisations internationales ou par des scientifiques occidentaux. On peut enfin s'interroger sur la valeur pratique de ces discours lorsque l'on observe l'évolution des actions de terrain de l'organisation dans les années qui ont suivi la rédaction de la *Stratégie*. Sur les 1313 projets que nous avons répertoriés de 1981 à 1986, moins de 1% d'entre eux appliquaient ces principes participatifs ou affichaient une prise en compte des pratiques des populations locales. À l'exception de quelques programmes consacrés à l'ethnobotanique et d'un programme visant à la prise en compte des savoirs locaux inuit en matière de gestion des ressources naturelles (pour mener à bien un programme de conservation), rares étaient les projets s'intéressant aux connaissances autochtones. Il en va de même pour les programmes intégrant les préceptes participatifs, les dix projets (sur 1313) associant développement et conservation en restant au stade de la formalisation de stratégies en coopération avec des gouvernements ou des instances internationales<sup>[31]</sup>.

S'il faut donc émettre quelques réserves sur ces nouvelles notions de participation, c'est bien la définition du développement durable, à laquelle vont adhérer les signataires de la *Stratégie*, qui questionne le plus quant à la teneur de l'évolution discursive relevée.

### Le développement durable : une invitation à faire durer le développement

Le développement est tout d'abord défini dans la *Stratégie* comme «la modification de la biosphère et l'emploi des ressources humaines, financières, vivantes et non-vivantes, pour satisfaire aux besoins des hommes et améliorer la qualité de leur vie<sup>[32]</sup> ». Plus précisément et selon les principes de la nouvelle stratégie internationale de développement des Nations unies établis en 1979, il a comme buts ultimes de «redresser les inégalités dans les relations entre les nations riches et les pauvres; établir une économie mondiale plus dynamique, plus stable et moins vulnérable, à laquelle tous les pays auront l'occasion de contribuer davantage et avec plus d'égalité; favoriser une croissance économique accélérée dans les pays les plus pauvres; et réduire puis vaincre les pires aspects de la pauvreté en améliorant le sort de centaines de millions de personnes qui vivent actuellement dans

[31] Denis Chartier, *op. cit.* p.159.

[32] PNUE, UICN et WWF, *op. cit.*, section 1.

*la pauvreté la plus abjecte et le désespoir*<sup>[33]</sup> ». Pour parvenir à ces objectifs, il faut, selon les auteurs, que le commerce soit libéralisé, que l'assistance financière et l'aide au développement soient accrues, que la proportion de l'aide au développement allant aux pays à bas revenus augmente, que le système monétaire international soit réformé, qu'un code de conduite des sociétés multinationales soit adopté, que le désarmement progresse et que finalement, « *la croissance économique et sociale soit accélérée, en particulier dans les pays les plus pauvres*<sup>[34]</sup> ». Forts de ces recommandations, les auteurs insistent sur le fait que ce type de développement appelle et s'appuie sur une modification de l'environnement qualifiée de « naturelle et nécessaire ». Mais celle-ci doit être réalisée avec précaution, au risque de ne pouvoir utiliser la biosphère indéfiniment, condition de la pérennité du développement.

Pour assurer la pérennité du développement, il est donc proposé de rajouter aux mesures citées ci-dessus les objectifs spécifiques de la conservation des ressources vivantes, c'est-à-dire le maintien des processus écologiques essentiels et des systèmes « *entretenant la vie* » (« *dont dépendent la survie et le développement de l'humanité*<sup>[35]</sup> »), la préservation de la diversité génétique (« *dont dépendent les programmes de sélection nécessaires à la protection et à l'amélioration des plantes cultivées et des animaux domestiques, ainsi qu'une bonne partie du progrès scientifique, de l'innovation technique et l'avenir des nombreuses industries qui utilisent les ressources vivantes*<sup>[36]</sup> ») et l'utilisation durable des espèces et des écosystèmes (« *dont sont tributaires des millions de communautés rurales aussi bien que de grandes industries*<sup>[37]</sup> »). Ces objectifs qui pourront être atteints grâce aux modalités que le rapport s'attache à détailler scrupuleusement permettront ainsi de faire en sorte que le développement se réalise dans le respect des capacités de charge de la biosphère.

On comprend que s'amalgament ici deux définitions du développement durable<sup>[38]</sup>. La première consiste à prévoir un volume de production qui soit supportable pour l'écosystème et qui, par conséquent, puisse être envisagé sur la longue durée<sup>[39]</sup>. Il faut ainsi « *déterminer la capacité productive des espèces et des écosystèmes exploités et faire en sorte que l'utilisation que l'on en fait ne dépasse pas cette capacité*<sup>[40]</sup> ». C'est donc la capacité de reproduction qui détermine la production, la durabilité impliquant que le processus ne puisse être maintenu qu'à certaines conditions, données de l'extérieur par les mesures conservationnistes.

La deuxième conception conçoit le développement durable comme une invitation à faire durer le développement, par ailleurs jamais ques-

[33] *Ibid.*, section 20x.

[34] *Ibid.*

[35] *Ibid.*, section 1.

[36] *Ibid.*

[37] *Ibid.*

[38] Ces deux définitions ont été mises à jour selon les mêmes modalités par Gilbert Rist dans son analyse du rapport Brundtland (Gilbert Rist, *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po., Paris, 1996, p. 314-315).

[39] PNUE, UICN et WWF, *op. cit.*, sections 5v et 7.

[40] *Ibid.*, section 7.

tionné et considéré comme positif et naturel. Ce n'est pas la survie des écosystèmes qui définit les limites du développement, mais le développement qui conditionne la survie des sociétés: « *seul le développement peut briser le cercle vicieux du dénuement qui cause la dégradation écologique entraînant à son tour une pauvreté accrue*<sup>[41]</sup> ». Ce dont souffrent les pays du Sud d'après cette deuxième définition, c'est donc d'un manque de développement qui ne doit pas faiblir.

On se trouve donc face à des positions résolument contradictoires. D'un côté, on reconnaît la nécessité de préserver les ressources naturelles en prévoyant un volume de production qui soit supportable pour l'écosystème, de l'autre, on s'appuie sur un modèle de développement synonyme de croissance économique et visant à réduire la pauvreté et maintenir la stabilité des écosystèmes, modèle qui historiquement et paradoxalement « *n'a fait que creuser l'écart entre les riches et les pauvres et a mis en danger l'environnement à cause de rythmes différents de croissances déterminés par l'usage de ressources constituées tantôt de flux et tantôt par des stocks*<sup>[42]</sup> ».

On retrouve dans le texte tout ce qui a fondé le paradigme développementaliste depuis la fin de la seconde guerre mondiale: une définition du sous-développement comme un état de manque plutôt que comme le résultat de circonstances historiques, une assimilation des sous-développés aux pauvres, sans s'interroger réellement sur les raisons de leur dénuement, pour finalement proposer la seule réponse possible à tous ces maux: une aide technique, financière et la croissance.

Cette conception du développement, qu'il s'agit de pérenniser, surdétermine les discours qui auraient pu laisser penser que le WWF n'adhérait pas ou plus aux préceptes du mythe du progrès et à une vision ethnocentrique de l'évolution des sociétés. Rien ne semble fondamentalement changé, si ce n'est que la mission civilisatrice de l'organisation (par la conservation) s'est transformée en mission d'aide (par le développement), le modèle à suivre restant finalement l'Occident. À une époque où les nouveaux mouvements écologistes développaient l'idée selon laquelle les problèmes environnementaux émanaient d'un matérialisme inextinguible et des excès consuméristes des sociétés industrielles avancées, à un moment où l'on se focalisait sur un besoin de changement social pour aborder des problèmes tels que le pouvoir nucléaire ou la pollution industrielle, le WWF, l'UICN et le PNUE vont opter pour une posture différente. En se positionnant en faveur d'un développement synonyme de croissance économique pour lequel une libéralisation accrue des échanges est nécessaire, ces organisations vont se trouver finalement à la proue d'un mouvement néolibéral naissant, mouvement pour qui les mécanismes du

[41] *Ibid.*

[42] Gilbert Rist, *op. cit.*, p.315.

marché sont l'épicentre de la vie économique, politique et sociale.

On retiendra finalement que l'évolution de ces discours en matière de préservation de la nature n'a pas été d'une grande radicalité. L'analyse de la *Stratégie* montre en effet que certains changements n'ont été que rhétoriques et sans effets pratiques immédiats. Elle montre aussi et surtout que la notion de développement durable a comporté des flous sémantiques dès ses premiers instants d'officialisation, la définition dominante du concept s'inscrivant dans une logique de modernisation écologique du capitalisme. Il n'est donc pas étonnant de constater aujourd'hui que ce concept et les politiques qui l'accompagnent sont parfaitement institutionnalisés et peu perturbateurs pour les causes fondamentales des problèmes environnementaux<sup>[43]</sup>.

En codifiant une définition du développement durable, consensuelle et contradictoire, ne remettant pas en cause les modes de développement économiques et sociaux à l'œuvre depuis plus de deux siècles, la *Stratégie* portait en elle les germes de son inefficience. On sait, depuis les travaux d'auteurs comme René Passet, que se préoccuper des questions environnementales, c'est tenter de résoudre les problèmes en ayant conscience des effets de masse, des mutations, des accélérations et des changements d'échelle. Cela revient à s'intéresser aux causes fondamentales de ces problèmes en tentant de mettre en équation les deux logiques qui s'affrontent aujourd'hui: celle qui préside au développement des systèmes économiques et sociaux contemporains et celle qui assure une reproduction dynamique des milieux naturels<sup>[44]</sup>. Pour répondre à ces défis, il faut donc réfléchir et agir sur les causes des problèmes environnementaux en proposant des solutions débouchant sur des alternatives aux processus de développement économique destructeurs de l'environnement. C'est ce que l'on peut attendre de politiques environnementales, ce n'est pas ce que la *Stratégie* proposait.

[43] Frank Fischer et Maarten A. Hajer (dir.), *Living with Nature. Environmental Politics as Cultural Discourse*, Oxford University Press, Oxford/New York, 1999.

[44] René Passet, *L'Économie et le vivant*, Economica, Paris, 1996, p. 11.

